

GUERRE À LA GUERRE !

C'est un cri, poussé par les soldats de la Grande Guerre, mais déjà une phrase prononcée notamment par Jean Jaurès dans ses articles contre le conflit dont il savait que, s'il se déclenchait, il serait épouvantable. Et nous devrions continuer à l'employer, face à toutes les guerres dont notre Président se rend coupable.

Le nombre de guerres, qu'elles portent ce nom ou celui « d'opérations extérieures » dans lesquelles notre pays est impliqué, sans consultation aucune des élus de la nation et encore moins du peuple, est impressionnant : Mali, Libye, Syrie, Irak, Afghanistan, Ukraine,... et coûte chaque jour, en plus des victimes humaines, des centaines de millions d'euros, ces euros qui manquent à la recherche, à la protection sociale, aux hôpitaux, aux universités, à l'ensemble des services publics... Au bénéfice de qui ? Des entreprises telles que Total ou Areva, pour la préservation de leurs intérêts, des ressources qu'elles exploitent dans ces pays au détriment des populations spoliées des richesses qui devraient leur permettre de sortir de la misère.

Et que l'on cesse de nous sortir l'argument de la préservation de la démocratie ! On voit bien que la situation en Libye, en Irak, notamment, est pire aujourd'hui qu'elle ne l'était avant les interventions des Occidentaux donneurs de leçons.

Et que l'on cesse aussi de ne pas agir pour défendre le peuple palestinien, toujours plus colonisé, humilié, détruit.

Nombreuses sont les voix, en France comme dans beaucoup de pays, qui s'insurgent contre le traitement infligé par le gouvernement israélien et les colons les plus extrémistes au peuple spolié de ses terres ancestrales et de sa dignité. **En n'agissant pas, nos ministres sont complices des exactions.**

La guerre, le Gouvernement français la portent aussi contre son propre peuple, à qui il n'offre que

des régressions sociales et, pour un nombre de plus en plus important de personnes, pauvreté, froid et faim. Ce peuple, qui avait cru en lui, il le méprise mais il aurait tort de le croire abattu et résigné. Certes, les médias aux mains des patrons bénéficiaires des milliards volés, jouent leur rôle anesthésiant mais la colère gronde, des résistances se font jour, de plus en plus nombreuses et convergentes. Des propositions alternatives existent, qui remettent la satisfaction des besoins des hommes au centre de tout le dispositif, avec le retour de la richesse créée par le travail aux travailleurs et non aux actionnaires.

NE NOUS Y TROMPONS PAS, LES VRAIES ALTERNATIVES NE SONT PAS CELLES PORTÉES PAR LE FRONT NATIONAL, DONT LE PROGRAMME, ON EN VOIT L'ILLUSTRATION DANS LES VILLES QU'IL A CONQUISES, EST CLAIREMENT ANTISOCIAL, ANTI-CULTUREL.

NE TOMBONS PAS DANS SON PIÈGE MAIS BATTONS-NOUS POUR LE RETOUR À UNE VRAIE POLITIQUE DE GAUCHE, GÉNÉREUSE ET SOLIDAIRE, CONFORME AUX VALEURS DE LA CGT ET DE LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DES SALARIÉS, RETRAITÉS ET PRIVÉS D'EMPLOI.

C'EST BIEN CE QU'ONT EXIGÉ LES MANIFESTANTS DU 15 NOVEMBRE ET QU'ILS CONTINUERONT, PLUS NOMBREUX ENCORE, À EXIGER DANS LES JOURS ET LES MOIS QUI VIENNENT.

Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.



• Lors de la **journée d'action du 15 novembre**, à l'appel de nombreuses organisations politiques, de personnalités, d'UD et de fédérations de la CGT, dont la FNIC, **100 000 personnes** se sont retrouvées dans les rues des grandes villes de France, dont 30 000 à Paris. Les manifestants exigeaient l'abandon de l'austérité, qui touche la plus grande part de la population mais enrichit les nantis, sans que le chômage ne diminue.

UN NOUVEL APPEL EST LANCÉ POUR LE 6 DÉCEMBRE 2014, EN LIAISON AVEC LA DISCUSSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, DE L'ACCORD UNEDIC ET DE L'ANI. EN PRÉVISION ÉGALEMENT, À UNE JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE DURANT LE 1^{ER} TRIMESTRE 2015.

• **En Vaucluse, le 9 Faisons du Neuf !**

La journée d'action du 9 Décembre 2014 sur l'avenir industriel en Vaucluse prend corps jour après jour, avec l'implication sans relâche des camarades actifs et retraités. Elle est l'aboutissement du travail accompli depuis plusieurs mois par le collectif industriel de l'UD 84, qui rassemble des militants CGT de plusieurs sites industriels du département, tels que S.E.P.R, EURENCO, LIEBIG – CAMBELL, SMURFIT, DUCROS, FINIAT (ex Lafarge). L'objectif étant de consolider et promouvoir l'activité industrielle dans le département du Vaucluse.

Pour cette journée d'action, un appel en commun à la grève a été lancé, et dès 8 h du matin un rassemblement d'actifs et retraités est prévu devant la S.E.P.R afin d'organiser une opération escargot qui mènera les manifestants du Pontet en Avignon.

La manifestation se déplacera ensuite devant la préfecture de 9 h à 14h, où seront installés des

stands relatifs au thème de l'industrie en Vaucluse. Des prises de parole auront lieu de la part des militants locaux, de secrétaires fédéraux et secrétaires régionaux.

Alors que, depuis des mois, les pouvoirs publics sont alertés et restent sourds aux diverses demandes de la CGT d'organiser, par nécessité, une table ronde sur l'emploi en Vaucluse, nous notons l'interpellation récente des pouvoirs publics pour organiser une table ronde sur le sujet le 19 novembre 2014. L'action du 9 décembre ne s'en trouve que plus renforcée.

Le préfet annonce également une rencontre courant janvier 2015, où la CGT devrait être présente face au MEDEF, aux collectivités locales, régionales, et aux partis politiques.

Affaire à suivre !!!

La section de retraités de la S.E.P.R

• **DANGER SUR LES RETRAITES COMPLEMENTAIRES AGIRC – ARRCO ! NOUS SOMMES TOUS CONCERNES, RETRAITES COMME ACTIFS !**

Les régimes ARRCO et AGIRC concernent 18 millions de salariés et près de 12 millions de retraités. La pension ARRCO représente environ 30 % de la pension des non-cadres. Les pensions ARRCO et AGIRC peuvent représenter plus des deux-tiers de la pension des cadres. **Sauf nouvel accord paritaire :**

☛ **Les pensions AGIRC pourraient être diminuées de 11 % en 2018**

☛ **Les pensions ARRCO pourraient être diminuées de 14 % en 2027**

Négociations, prévues le 28 novembre mais reportées à début janvier, avec un Medef à l'offensive, plus arrogant encore que lors des négociations précédentes.

Si les actifs ne se mobilisent pas, et les retraités dans la rue avec eux, comme d'habitude, les conséquences seront dramatiques, pour les futurs retraités comme pour les retraités actuels.

LE MEDEF EST TRÈS OFFENSIF ET IL BÉNÉFICIE DE L'ÉCOUTE DU GOUVERNEMENT : LA QUESTION DES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES EST EN LIEN AVEC LA RECONQUÊTE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ! IL EST IMPÉRATIF QUE NOUS NOUS EN EMPARIIONS.



• QUEL AVENIR POUR EDF ?

Le 14 octobre 2014, l'Assemblée nationale vote, en première lecture, dans le cadre d'une procédure accélérée, le projet de loi intitulé « transition énergétique pour la croissance verte ».

La FNME (Fédération Nationale Mines Energie) CGT port un avis très négatif sur son contenu, qui ouvre la porte à l'accélération de la déstructuration du système énergétique français, en fragilisant la première entreprise publique du secteur : EDF.

Le scénario proposé remet tout simplement en cause le modèle du service public sur lequel reposent les industries électriques et gazières en France : privatisation des concessions hydrauliques *, stigmatisation et plafonnement de la production électrique nucléaire, velléités de régionalisation de la production et de la distribution du gaz et de l'électricité, en conjuguant ces dispositions avec les fermetures annoncées de tranches Thermiques à Flamme ** et la fin des tarifs régulés Vert et Jaune en 2015.

A terme, ce choix se traduira par une augmentation des tarifs pour tous les usagers, malgré le tour de passe-passe de la Ministre pour changer leur mode de calcul, ainsi que la disparition de la péréquation tarifaire (le KWh au même prix sur tout le territoire).

Ainsi, ce vote constitue l'acte 1 d'une mauvaise pièce visant à céder au marché le secteur énergétique français, pourtant hautement stratégique pour le pays, alors que les médias commentent, comme effet majeur de ce projet de loi, la future interdiction du sac plastique à usage unique ! (...).

Le 16 octobre, les noms des administrateurs choisis par le Gouvernement sont remis sur table au Conseil d'Administration : Laurence Parisot, ex-patronne du MEDEF chantre du monde de la finance et de la déréglementation du travail, est nommée. (...).

L'entreprise publique EDF se trouve dans une phase essentielle de son histoire avec de grands projets en cours, comme la prolongation de vie du parc nucléaire par un programme dit « de grand carénage », qui constitue aujourd'hui le premier investissement industriel en France (...) et des investissements dans le secteur hydraulique et ce, malgré l'ouverture à la concurrence... une stratégie à long terme et de la constance sont nécessaires pour mener à bien ces projets, qui constituent par ailleurs un vivier d'emplois considérables à l'heure où la France atteint un taux de chômage très élevé.

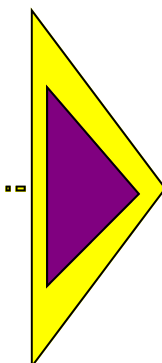
Une justification serait-elle à trouver du côté du Ministre de l'Economie, qui a annoncé vouloir vendre pour 4 milliards d'actifs de participation dans des entreprises publiques ? Serait-ce dans la feuille de route du nouveau Président ? ***

*Barrages hydro-électriques

**Centrales alimentées au fioul

***M. Levy, nouveau président d'EDF

Extraits du communiqué de FNME CGT, le 17 octobre



**PÉTITION PRUD'HOMMES
OBJECTIF 500 000**

AU 12 NOVEMBRE, SEULEMENT 75 263 SIGNATURES.

**A SIGNER MASSIVEMENT EN LIGNE
SUR LE SITE DE LA CGT !**



L'Agenda

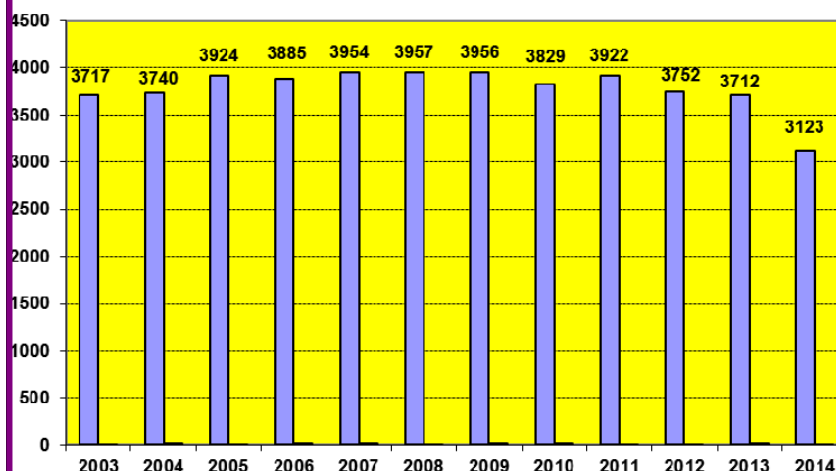
- **6 décembre**, action Unédic/ANI
- **9 décembre**, action sur l'emploi industriel dans le Vaucluse
- **18 décembre**, Conseil National de l'UFR

• Nous notons **335 FNI**

« **rentrés** » en un mois : continuons sur cette lancée durant les derniers deux mois de l'année et nous terminerons à égalité avec 2013 et, pourquoi pas, au-dessus.

Comme nous l'avons fait tout au long de l'année, et plus particulièrement ces dernières semaines, nous allons contacter les trésoriers et secrétaires de sections pour les inviter à régulariser leur situation en termes de FNI et de timbres mensuels dans les meilleurs délais. Nous souhaitons également qu'ils nous communiquent, si ce n'est déjà fait, les coordonnées de leurs adhérents afin que nous les abonnions au présent bulletin mensuel.

FNI payés au 31 octobre 2014



• Plus de 46 000 syndiqués CGT vont partir en retraite dans les trois années à venir : préparer leur continuité syndicale est du ressort des animateurs des syndicats actifs, avec l'aide et les conseils des camarades retraités. Il s'agit de considérer cette question comme essentielle, plus que jamais essentielle quand les retraités et les retraites sont attaqués de toute part (voir en page 2). L'action commune pour faire grandir le rapport de force est la clé du succès de nos luttes à venir.

Rappelons que le fait que le syndicat se soit doté d'une section de retraités facilite grandement la continuité dans la mesure où le nouveau retraité est accueilli dans une structure adaptée.

➔ **Pas de section dans le syndicat ?**
Demandez le petit 4-pages à l'UFR
« **Comment créer une section de retraités** »

La vie des sections

La section des retraités de Michelin Clermont Ferrand s'est réunie le 12 novembre.

Après un débat sur la situation générale, particulièrement préoccupante, nous avons évoqué le problème que traverse notre Confédération, qui interpelle tous les syndiqués. Notre section se propose de faire parvenir aux syndiqués la lettre de Thierry Lepaon qui accompagnerait les propositions de la CGT pour sortir de la « crise » économique créée par ceux qui nous ont gouvernés et par ceux qui nous gouvernent aujourd'hui.

Cette crise s'aggrave, la baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation du chômage, les attaques contre les acquis, le ser-

vice public, les retraites, la Sécurité sociale,... en sont des éléments vécus.

Nous sommes tous convaincus que c'est bien par la lutte du plus grand nombre d'actifs, de retraités, de jeunes, de sans emploi... que l'on fera bouger les choses.

Nous devons exiger une rupture totale avec ces politiques ravageuses destinées à servir les intérêts financiers des multinationales et autres profiteurs.

Après avoir pris connaissance de tract de notre Fédé, plusieurs camarades ont décidé de participer à la manifestation du 15 novembre contre l'austérité.

